

L'affaire du maréchal Joukov. La suite. Des commissions et des contrôles se rendirent souvent auprès du nouveau commandant du district militaire d'Odessa. On reprochait à Joukov « de ne pas s'être débarrassé à ce jour de son arrogance, de son orgueil et de sa morgue », « de ne pas se comporter de façon critique face à ses erreurs », « de chercher à s'entourer de personnes avec qui il avait travaillé par le passé¹ ». Après l'une de ces inspections, le maréchal demanda directement de connaître les raisons de ces rapports préconçus. La réponse fut : « Selon les instructions du camarade Staline². » En février 1947, le plénum du CC du VKP(b) retira à Joukov son titre de candidat au CC³.

Il est remarquable qu'en mars 1947, un civil, Boulganine, fût nommé ministre des Forces armées de l'URSS et vice-président du Conseil des ministres de l'URSS.

Le 21 juin 1947, le Politburo du CC du VKP(b) prit une décision portant « Sur l'octroi illégal de médailles et ordres de l'Union soviétique à l'artiste Rouslanova et autres par les camarades Joukov et Teleguine », dans laquelle il était dit que G.K. Joukov, ancien commandant en chef des forces armées d'occupation en Allemagne, de même que C.F. Teleguine, membre du Conseil de guerre du Groupe des armées d'occupation soviétique en Allemagne, ont octroyé, par l'ordre du 24 août 1945, différents ordres et médailles à 27 artistes. Puisque, de l'avis des membres du Politburo du Comité central, les personnes récompensées n'avaient



aucun lien avec l'armée, on concluait que « les camarades Joukov et Teleguine ont enfreint le décret du Praesidium du Soviet suprême de l'URSS du 2 mai 1943 « Sur la responsabilité concernant l'octroi illégal d'ordres et de médailles de l'URSS », punissable... d'une peine de réclusion de 5 mois à 2 ans ». Les membres du Parti étaient particulièrement indignés par la décoration de la célèbre chanteuse Rouslanova et « par le contexte même de cette décoration de Rouslanova, remise à celle-ci en présence des troupes pendant le défilé d'une section du 2^e corps de cavalerie de la garde », ce qui de l'opinion des membres du Politburo du CC, constituait « un spectacle honteux » et aggravait d'autant la faute des chefs d'armée. Comme punition, G.K. Joukov fut réprimandé et C.F. Teleguine se vit rétrogradé de membre du VKP(b) à candidat du VKP(b). On lui retira tout travail politique dans l'armée et on l'expulsa des rangs des forces armées. Il était aussi stipulé de proposer au Praesidium du Soviet suprême de l'URSS la suppression des décorations en question⁴.

Le NKVD et le MGB continuèrent leur travail de fabrication de preuve contre le chef militaire. En janvier 1948, on arrêta des collègues de G.K. Joukov : les généraux A.M. Sidniev, L.F. Miniouk, I.S. Varennikov, C.F. Teleguine, V.V. Krioukov et autres⁵. Entre-temps, la tactique des juges d'instruction changea : on tenta de prouver que G.K. Joukov, pendant son séjour en Allemagne, s'était adonné au pillage et au maraudage.

Le 10 janvier 1948, on procéda, à la maison de campagne et à l'appartement de Moscou du chef militaire, à une perquisition secrète, dont



le but était la confiscation d'une valise et de coffrets contenant de l'or et des diamants. Aucune valise ne fut découverte, mais par contre une multitude de bijoux, de tableaux et d'objets de valeur furent saisis. Le maréchal fut obligé d'écrire, à ce sujet, une notice explicative à A.A. Jdanov, selon laquelle sa maison de campagne, son appartement et l'ensemble de ses biens étaient la propriété du MGB, et de payer plus de 60 000 roubles pour les objets saisis⁶.

Le 20 janvier 1948, le CC du VKP(b) entendit le rapport de la commission qui examina « le matériel présenté au Comité central concernant la conduite indigne du commandant du district militaire d'Odessa, G.K. Joukov ». Le maréchal fut accusé d'avoir « abusé de sa position », de « maraudage », d'« appropriation et d'exportation d'Allemagne pour ses besoins personnels d'une grande quantité d'objets de valeur ». Les explications données par le maréchal à ce sujet étaient caractérisées de « peu sincères » et considérées comme une tentative de « cacher et de couvrir sa conduite antiparti ». Le CC du VKP(b) décida de donner un dernier avertissement à G.K. Joukov, de le limoger de son poste de commandant d'Odessa, de le nommer commandant d'un plus petit district et de l'obliger à rendre immédiatement au Trésor public tous les biens qu'il s'était « illégalement appropriés⁷ ».

Le 4 février 1948, par l'ordre 0137 du ministre des Forces armées de l'URSS, le maréchal était nommé commandant des troupes du district militaire de l'Oural⁸.



Lors du plénum du CC du VKP(b) de février 1947, le maréchal Joukov perdit son poste de candidat au CC du VKP(b). Après le contrôle suivant, par les fonctionnaires du Comité central du district militaire d'Odessa que commandait le maréchal, le CC du VKP(b), par sa décision du 20 janvier 1948, « donne un dernier avertissement au camarade Joukov, *lui accordant une dernière possibilité de se corriger et de devenir un membre honnête du Parti, digne du titre de chef* (italique de l'auteur). Simultanément, le CC du VKP(b) libère le camarade Joukov de son poste de commandant des troupes du district militaire d'Odessa pour le nommer à un poste dans un plus petit district militaire »⁹.

De telles décisions précédaient assez souvent l'arrestation. Mais l'arrestation de Joukov n'a pas eu lieu. On continua cependant à arrêter des gens proches de lui. Le plus surprenant est que dans ces conditions, on trouvait parmi le corps des officiers généraux des gens tentant de protéger Joukov. Un de ces hommes était le général-lieutenant C.F. Teleguine, qui servit de 1945 jusqu'au milieu de 1946 à titre de membre du Conseil de guerre des troupes d'occupation soviétiques en Allemagne et qui, en mai et juin 1947, tenta d'intercéder en faveur de Joukov¹⁰.

Un nouveau coup contre Teleguine et Joukov s'ensuivit.

Des perquisitions secrètes eurent lieu dans la maison de Joukov. Certains de ses proches furent arrêtés et soumis à la torture : les généraux-lieutenants V.C. Teleguine et V.V. Krioukov. Ce dernier constituait pour



l'enquête une figure avantageuse. Ayant servi pendant presque toute la guerre à titre de commandant du corps de cavalerie de la garde, cavalier donc, comme Joukov, il lui était lié par une amitié personnelle et fut pendant un certain son commissionnaire. Sa femme, L. Rouslanova, était aussi liée d'amitié avec Joukov et son épouse. Par la suite, Rouslanova fut à son tour arrêtée. Sa collection de tableaux, de porcelaine et ses objets personnels furent confisqués. Son mari fut accusé d'abus dans l'acquisition d'objets de valeurs pendant son service en Allemagne.

Des changements étaient nécessaires dans la tactique des juges d'instruction. « L'argument de la Couronne » des collaborateurs du MGB dans la plupart des affaires menées contre le corps des officiers généraux, consistant à prouver que le prévenu « faisait des déclarations hostiles contre le chef de l'État Soviétique », c'est-à-dire contre Staline, était dans le cas de Joukov peu applicable, sinon simplement dangereux pour le chef du Parti et du gouvernement, puisqu'il fallait prouver que Joukov était contre Staline. C'est pourquoi, avec un cynisme sans pareil, on tenta de prouver que Joukov était tout simplement un criminel de droit commun. On voulait l'accuser de pillage, de maraudage sur le territoire de l'Allemagne. Afin d'obtenir contre lui les déclarations nécessaires, on arrêta au début de 1948 le général-commandant A.M. Sidniev, ancien chef de la section opérationnelle du ministère des Affaires intérieures à Berlin, de même qu'une série d'officiers de l'appareil du ministère des Affaires intérieures en Allemagne.



Une menace réelle d'arrestation pesa sur le vice-ministre des Affaires intérieures I.A. Serov, collègue et proche de Joukov de 1945 jusqu'au début 1946. Un cercle très étroit de personnes, composé de Staline lui-même, du ministre de la Sécurité d'État Abakoumov et du secrétaire du CC du VKP(b) Kouznetsov, se consacra à la marche de l'enquête¹¹.

Krioukov, comme les autres détenus, se retrouva à la prison de Lefortovo et fut d'abord soumis à des interrogatoires de plusieurs heures, de jour comme de nuit. Ayant refusé d'avouer l'existence d'un complot mené par le maréchal Joukov, il fut d'abord privé du droit d'utiliser le magasin de la prison et menacé de torture. Puis commencèrent les passages à tabac systématiques. Les juges d'instruction, le colonel Likhatchev, le capitaine Samarine et leurs collaborateurs, le battaient à tour de rôle avec des bâtons de caoutchouc. Il fut battu durant quatre jours, de jour comme de nuit. Ils lui demandaient : « Pourquoi as-tu peur de faire une déposition ? Tous savent que Joukov est un traître, tu dois faire une déposition, et tu allégeras ton sort. Tu n'es qu'un pion dans ce jeu¹². »

Le général-lieutenant Teleguine, mentionné précédemment, fut de même arrêté, et vers septembre 1948, il fit d'importantes dépositions pour les juges d'instruction. On y trouvait entre autres des informations sur l'opinion critique de Joukov face à Staline, sur sa haute estime du matériel et de l'approvisionnement de l'armée américaine, de même que sur le large soutien qu'il avait au sein de l'armée¹³.



Puis, vint le temps de s'expliquer avec Joukov lui-même. Nous avons conservé la notice explicative qu'il adressa à A.A. Jdanov en janvier 1948. L'essence de ce document résidait dans le fait que le maréchal n'avait pas de biens personnels, puisque sa maison de campagne et son appartement étaient la propriété du MGB. En fait, l'ensemble de ses biens appartenait au MGB¹⁴. Les accusations d'appropriation de biens s'écroulèrent alors d'elles-mêmes.

I.A. Serov, alors premier adjoint du ministre des Affaires intérieures de l'URSS, écrivit deux lettres à Staline. Ces lettres sont datées du 31 janvier 1948 pour la première¹⁵, et du 8 février de la même année pour la seconde¹⁶. Entre ces lettres, séparées par une semaine, on note à la fois des ressemblances et des différences. Toutes deux comportent une critique sévère à l'égard d'Abakoumov. Dans sa première lettre Serov, affirmait qu'Abakoumov, par haine personnelle, à cause notamment de la crainte que lui, Serov, pouvait être nommé ministre de la Sécurité d'État, ordonna à ses collaborateurs du MGB de réunir du matériel compromettant contre son adversaire potentiel. Il niait avoir participé à quelque abus que ce soit lorsqu'il travaillait avec Joukov en Allemagne. Dans sa deuxième lettre, la critique contre Abakoumov prenait un caractère d'accusation et de dénonciation. Serov rappelait qu'avant même que les troupes eussent achevé la libération de la Crimée, les commissionnaires d'Abakoumov s'étaient rendus sur place pour y embarquer dans un avion de combat une grande quantité de butin. Il n'oublia pas non plus de mentionner que,



durant l'automne 1941, Abakoumov s'était commandé des bottes de marécages « pour pouvoir décamper de Moscou », qu'il avait mal organisé le travail du MGB et qu'il n'avait pas hésité à louer Joukov au temps de la guerre.

À la fin de 1948, l'intérêt pour l'affaire Joukov, semble-t-il, s'affaiblit soudainement. Cela ne veut pas dire que l'on cessa de fabriquer des « affaires » contre les généraux ou qu'il n'y avait plus de mécontents parmi eux, ou encore de critiques à l'endroit du système soviétique, mais cette aspiration traditionnelle à vouloir lier tous les mécontentements de l'armée au nom du maréchal Joukov disparue des interrogatoires.

Il est nécessaire d'en expliquer les causes. Certes, on peut considérer que, ayant envoyé Joukov commander le district militaire de l'Oural, ayant muté et effrayé une partie considérable du corps des officiers, on avait réussi à saboter les positions de Joukov dans l'armée. D'autre part, l'autorité de Joukov en tant que chef d'armée soviétique « œuvrait » en fin de compte en faveur de l'autorité du commandant en chef suprême, I.V. Staline. Il était trop importun et particulièrement dangereux que la poursuite publique contre Joukov ne détruise la légende de Staline, forgée lui-même, comme chef militaire génial, chef, entouré de maréchaux talentueux et braves, qui ont détruit l'Allemagne fasciste et ont remporté avec Staline une grande victoire.



Nous considérons cependant nécessaire d'indiquer encore une chose : « la guerre froide » se développait, et avec elle, le besoin du maréchal Joukov.

L'affaire des amiraux. Après la destruction du commandement des forces aériennes et de celui des troupes terrestres, vint le tour de celui de la marine de guerre. En automne 1947, on accusa de transmission de renseignements confidentiels aux Anglais pendant la guerre le commissaire du peuple à la Marine, héros de l'Union soviétique, l'amiral de N.G. Kouznetsov, de même que son assistant au cours de la guerre, l'amiral L.M. Gallier, l'ancien chef de l'état-major maritime principal V.A. Alafouzov, le vice-amiral G.A. Stepanov, chef du département des écoles de la Marine, qui occupa un certain temps le poste de chef de l'état-major maritime principal. Ils furent accusés d'avoir transmis aux Anglais, pendant la guerre, des documents confidentiels concernant la torpille parachutée. Le fait que ces documents, qui furent remis aux capitaines des Alliés, étaient nécessaires aux convois nordiques de Mourmansk et d'Arkhangelsk, et que leur transmission fut autorisée par Staline, ne fut pas pris en compteⁱ.

ⁱ L'accusation fut basée sur la dénonciation du capitaine de 1er rang V.I. Alfiorov, officier de la direction des mines et torpilles du MVD. Le 11 décembre 1947, cette question fut analysée lors d'une réunion auprès du ministre des Forces armées N.A. Boulganine. Voir Абрамова Ю.А. Soulignons que de telles « lettres aux instances » étaient fréquentes.



Par décision, signée par Staline, du Conseil des ministres de l'URSS en décembre, les anciens chefs du commissariat du peuple à la Marine furent soumis à un « tribunal d'honneur » qui siégea du 12 au 15 janvier 1948, au club de l'état-major maritime principal. Le 16 janvier 1948, I.V. Staline entérina la décision de Conseil des ministres qui avait souscrit aux accusations du « tribunal d'honneur ». Le cas des amiraux N.G. Kouznetsov, L.M. Gallier, V.A. Alafouzov et G.A. Stiepanov fut confié au Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS. Les résultats de l'enquête menée par le procureur militaire principal furent examinés les 2 et 3 février 1948. Le Collège militaire condamna V.A. Alafouzov et G.A. Stiepanov à 10 années de privation de liberté, et L.M. Gallier, à 4 années. N.G. Kouznetsov fut reconnu coupable, mais prenant en considération les grands mérites de l'amiral, il fut décidé de ne pas lui imposer de sanctions criminelles et de demander au Conseil des ministres de l'URSS de le rétrograder au rang de contre-amiral ; ce qui fut régularisé par la décision du Conseil des ministres de l'URSS du 10 février 1948¹⁷.

La fronde des généraux fut étouffée avant même d'avoir eu le temps de se manifester. Les généraux victorieux furent remplacés par des fonctionnaires. Cela ne veut pas dire que les « boulganiniens » commencèrent à occuper tous les postes clés de la gestion de l'armée et de la flotte. Non, plusieurs chefs d'armée émérites continuèrent à servir. Mais l'armée triomphatrice fut bridée par le Parti. Les grands procès intentés à l'armée ne se limitèrent pas seulement aux noms énumérés ci-dessus. Au



cours de la période allant de 1946 à 1952, 4 337 personnes furent condamnées en vertu de l'article 58-10 (propagande antisoviétique) du code criminel de la RSFSR, ce qui témoigne de l'ampleur de la répression dans les rangs de l'armée. Ces procès politiques se répandaient comme le mercure, impliquant des centaines de personnes.

Le pouvoir et la campagne. Le 9 février 1946, Staline prononça un discours lors de la réunion des électeurs de la circonscription électorale de Stalinski à Moscou. Staline prononçait rarement de tels discours publics : il comprenait que les paroles du Chef devaient se faire attendre, qu'elles devaient être audibles et écoutées. Le temps était maintenant venu de dresser le bilan de la guerre et d'indiquer les nouvelles tâches de cette situation de paix. La principale conclusion de Staline fut que : « Notre victoire signifie avant tout que notre *ordre social* soviétique a vaincu, que l'ordre social soviétique a supporté avec honneur l'épreuve du feu de la guerre et a prouvé sa viabilité complète,... que notre *régime politique* a vaincu¹⁸. »

La conclusion était évidente : il ne fallait rien changer. Cela mit fin à tout espoir de réforme du système kolkhozien.

Staline expliqua en détail aux citoyens pourquoi le système kolkhozien était nécessaire : « Pour en finir avec notre retard dans le domaine de l'agriculture et donner au pays davantage de pain, davantage de coton, etc., il était nécessaire de passer de la petite exploitation paysanne à la



grande exploitation, car seule la grande exploitation a la possibilité d'utiliser de nouvelles techniques, d'utiliser toutes les découvertes agronomiques et de fournir davantage de marchandise », développa-t-il. « Mais la grande exploitation se présente sous deux formes : capitaliste ou collective. Le Parti communiste ne pouvait pas choisir la voie capitaliste de développement de l'agriculture, non seulement en vertu de considérations de principes, mais aussi parce qu'il suppose une voie de développement de longue durée et exige la ruine préalable des paysans, leur transformation en salarié agricole. C'est pourquoi le Parti communiste a choisi la voie de la collectivisation de l'agriculture, la voie de la consolidation de l'agriculture par le biais du regroupement des exploitations paysannes en kolkhozes. La collectivisation était la méthode la plus progressive, non seulement parce qu'elle ne conduisait pas à la ruine des paysans, mais aussi particulièrement parce qu'elle offrait la possibilité de couvrir tout le pays, au terme de quelques années, de grandes propriétés collectives ayant la possibilité d'appliquer les nouvelles techniques, d'utiliser toutes les découvertes agronomiques et de fournir au pays davantage de production¹⁹. »

Théoriquement, suivant les thèses de Lénine et Staline sur la construction du communisme. Mais en réalité, la guerre fut un désastre pour les villages. Le pire était les pertes humaines. Le paysan devint fantassin, le plus nombreux, le moins protégé, celui qu'on nommait « chair à canon » de la guerre. Le nombre des kolkhoziens aptes au travail chuta



de 18 189 millions (en 1941) à 11 431 millions en 1945²⁰, et le nombre d'hommes aptes au travail diminua de plus de moitié.

Le parc de tracteurs dans l'agriculture diminua de près du quart et le nombre de chevaux fut divisé par deux. L'affaiblissement de la base matérielle et la réduction des ressources en main-d'œuvre se reflétèrent sur la production des kolkhozes et des sovkhoses. Les emblavements furent réduits, de même que la productivité de toutes les cultures et élevages.

Immédiatement après la guerre, une famine se déclara au pays. En 1946, la première année de l'après-guerre, selon les données présentées par le Gosplanⁱⁱ de l'URSS à l'adjoint du président du Conseil des ministres de l'URSS, de grandes surfaces de céréales furent détruites par la sécheresse. La moisson eut lieu avec un grand retard ou n'eut tout simplement pas lieu. Au printemps, 2,6 millions d'hectares de blé d'automne périrent. Restèrent dans les champs ou furent détruits par la sécheresse (en millions d'hectares) :

céréales :	2 024
tournesols :	321
pommes de terre :	47

ii Organisme responsable de la planification de la production en URSS. C'était en quelque sorte le cerveau du système économique soviétique (note du traducteur).



La notice statistique annonçait la destruction de la récolte sur de grandes surfaces dans les régions de Rostov, de Tchita, de Voronej. La moisson se déroulait mal en Sibérie.

Les pouvoirs, tentant de ne pas réduire la réserve d'État de céréales, utilisèrent la bonne vieille recette d'avant-guerre : l'organisation de stockages supplémentaires de blé, par lequel les kolkhozes et les fermes d'État ayant déjà atteint les objectifs du plan devaient encore remettre à l'État une certaine quantité de grain, suivant une soi-disant majoration du plan. À la suite des stockages supplémentaires de blé, la plupart des kolkhozes et des fermes d'État furent obligés de rendre le grain destiné aux paysans et distribué en tant que paiement en nature. Le blé de semence fut aussi saisi. En saisissant les céréales, l'État acculait les campagnes à la limite de la famine²¹.

Déjà en septembre 1946, en vertu d'une mission confiée à A.I. Mikoïan, des négociations se déroulaient avec les secrétaires d'obkom des territoires, où de l'avis de Moscou, il y avait quelques surplus de grain. Ces négociations se déroulaient sous la direction des régions d'Irkoutsk, de Novossibirsk, de Kemerovo, d'Omsk, de Tomsk, de Tioumen, de celle des territoires de l'Altaï et de Krasnoïarsk ainsi que celle de la RSS du Kazakhstan. Précisément « négociations », parce que les secrétaires d'obkoms et de kraïkoms, n'étant pas d'accord avec les propositions du ministère de l'Approvisionnement, refusèrent presque partout de livrer le grain en acompte, de verser les arriérés avant terme. Le grain ne suffisait



pas et les secrétaires d'obkoms tentaient d'en conserver un peu sur leurs territoires.

La récolte de 1946 fut catastrophiquement faible. Dans les principales régions productrices de grain d'URSS, en Ukraine, en Russie et en Moldavie, 4,6 quintaux de blé par hectare furent recueillis. C'était encore moins que lors des années de guerre 1944-1945. L'État put recevoir en 1946 seulement 17,5 millions de tonnes de blé, deux fois moins qu'en 1940 et 2,5 millions de tonnes de moins qu'en 1945.

La famine s'abattit sur les régions de Novgorod, d'Oulianovsk, de Kostroma, de Sverdlovsk, d'Arkhangelsk, de Gorki, de Kirov, sur les régions et les républiques du nord Caucase, sur l'Ukraine et la Bouriatie. Les kolkhoziens de Tchoudovski, Zaloutchski et Poddorski mouraient de faim. À Starorousski et dans plusieurs autres districts de la région de Novgorod, la population revenait sur les terres occupées et ne disposait que d'une quantité insignifiante de blé et de pommes de terre pour les semailles. La dystrophie se répandait avant tout parmi les enfants.

Une analyse sociale et économique originale des raisons de la famine dans les campagnes fut présentée par Sergueï Dementevitch Korjakov. Député d'un des conseils de village de la région de Kirov, il envoya une lettre au Conseil des ministres de l'URSS, « de la part des kolkhoziens », comme il l'indiqua lui-même. Il écrivit que, revenant de l'armée pendant l'été 1946, il découvrit que plus de 70 % des propriétaires de cinq



kolkhozes voisins se nourrissaient de succédanés. Le pain était composé à 40 % de farine, mais pour le reste, on y trouvait du trèfle, des herbes, de la vannure de lin. « Les enfants sont aussi nourris ainsi », écrivait-il.

Le paysan annonçait qu'« à la moitié de l'été, plusieurs sont obligés de quitter la propriété et de partir chercher du travail dans l'industrie forestière pour se nourrir et nourrir la famille ». L'argent ne suffisait pas, il fallait payer les impôts et c'est pourquoi les paysans devaient se trouver du travail pour gagner de quoi payer les impôts et économiser un peu pour la famille.

Quelle était la cause de la situation critique des paysans-kolkhoziens, demandait-t-il. Et il répondait lui-même : premièrement, le manque de terre. Une forte réduction des surfaces d'ensemencement, les terres étaient épuisées, puisque pendant des années, les champs ne furent pas nourris d'engrais, de fumier, ils se sont transformés en bois, mais la main-d'œuvre pour nettoyer les champs manquait.

Deuxièmement, les kolkhoziens étaient réquisitionnés pour l'abattage des arbres. « Avec l'arrivée de la saison d'abattage, la principale force de travail part pour les travaux forestiers, par obligation et indépendamment de sa volonté, pour remplir les objectifs du plan en matière de coupe », écrivait le député du soviet de village.

Troisièmement, il comparait la situation des ouvriers et des kolkhoziens et arrivait à la conclusion que celle des kolkhoziens était



nettement plus mauvaise. L'ouvrier savait qu'avec sa carte, il recevrait 700 grammes de pain, les membres de sa famille recevaient du pain en tant que personnes à charge et les kolkhoziens recevaient incomparablement moins pour leur journée de travail. D'où ce résultat : tous ceux qui le pouvaient quittaient les kolkhozes. « Voici un exemple : au kolkhoze « Boievik » du village Skopinski de notre région, 18 personnes sont revenues après la démobilisation de l'Armée rouge et deux sont restées, dont un invalide de 2^e classe. Toutes les autres sont parties trouver un salaire complémentaire, qui comme bûcheron, qui comme vendeur, pour se nourrir et nourrir ses enfants. Mais au kolkhoze, la main-d'œuvre est insuffisante et en 1945, un hectare d'avoine et deux hectares de pommes de terre ont été recouverts par la neige. »

Les conclusions du député du soviet de village témoignent du conservatisme stupéfiant de la politique de l'État à l'égard de la paysannerie. Parfois, il semble que devant nous se trouve non pas une lettre d'un député de soviet de village adressée au Conseil des ministres de l'URSS, mais l'une des nombreuses suppliques que les paysans d'État du XVIII^e envoyaient au Sénat. Les mêmes récriminations sur le manque de terre, de bétail, l'absence d'engrais, les mêmes plaintes contre le fait que les paysans sont par la force contraints à exécuter des tâches au profit de l'État. Même le caractère de ces tâches n'avait pas vraiment changé : les paysans du XVIII^e siècle protestaient contre l'obligation qui leur était faite de stocker le charbon de bois pour les usines, et leurs héritiers, les paysans



de la région de Kirov se plaignaient qu'on les forçait à stocker du bois²². Comme par le passé, le paysan comparait sa situation sociale à la situation des autres groupes de population et en arrivait à la conclusion qu'être paysan était pire que tout. Les conséquences étaient identiques : tous ceux qui le pouvaient s'enfuyaient des villages. Sous n'importe quel prétexte, la population apte au travail tentait de quitter les villages.

De nombreuses lettres et déclarations de chefs régionaux, envoyées à Moscou, confirment que le tableau dressé par le paysan S. Korjakov était tout à fait exact. Le président du comité exécutif régional de Kostroma écrivait au vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, A.N. Kossyguine, en mars 1947, «qu'à cause d'une mauvaise récolte 30 % des kolkhoziens ont reçu pour leur journée de travail de 0ⁱⁱⁱ (c'est mentionné ainsi dans le texte !) à 100 grammes de grain». Selon des données incomplètes, on comptait dans la région 10 000 personnes souffrant de dystrophie. « Dans le district de Palkinski, il y a 2 446 personnes malades de dystrophie, dont 190 personnes qui doivent être immédiatement hospitalisées, de même que 76 cas de décès. Dans le district de Makarievski, on note 38 cas de mort par épuisement ; dans le district de

ⁱⁱⁱ La « journée de travail » (troudoden') était l'unité de mesure du temps de travail du kolkhozien. Les bénéfices du kolkhoze étaient divisés par la somme des « journées de travail » accumulées par les kolkhoziens et après la récolte, ces bénéfices en nature (grain ou autres produits agricoles) ou en argent étaient répartis entre les membres du kolkhoze en fonction de leurs « journées de travail » accumulées.



Bogovarovski, 1 001 personnes souffrent de dystrophie ; dans le district de Galitch, 500 personnes ».

Les affirmations des dirigeants de Kostroma sont appuyées par ceux d'Arkhangelsk. Dans le compte rendu envoyé à A.N. Kossyguine et à A.A. Kouznetsov, secrétaire du Comité central, en février 1947, il était dit que l'agriculture de la région avait fortement souffert des gelées précoces au printemps et à l'automne. 10 millions d'hectares de blé d'automne sur 78 millions avaient été perdus. Malgré cela, les kolkhozes avaient mis en œuvre *entièrement et avant terme* le plan d'État de stockage du blé. Suivant les obligations de la région, 102 000 pouds de grain furent remis *au-delà du plan*, en plus des 137 000 pouds remis par les kolkhozes à titre de livraisons obligatoires.

Conséquemment, les kolkhozes recouraient même aux réserves de grains destinées aux semailles. Des 89 kolkhozes du district d'Oustianski de la région d'Arkhangelsk, il ne restait de blé pour les semailles que dans 19 d'entre eux. Les kolkhoziens recevaient pour leur journée de travail de 100 à 150 grammes de pain, mais certains ne disposaient même pas de cela.

On ne disposait pas de pain pour rétribuer les journées de travail dans plusieurs kolkhozes des districts de Vinogradovski, Chienkourski, Kotlasski, Viliegodski, Niandomski ainsi que plusieurs autres. Les habitants des districts du nord de la région d'Arkhangelsk ne disposaient



même pas de blé, puisqu'ils n'en cultivaient pas. La famine commençait à sévir.

Même selon les renseignements officiels de la Direction centrale des statistiques de l'URSS, le niveau de consommation par habitant des kolkhoziens dans la région de Penza, typique de la Russie centrale, n'atteignait pas plus de cinq pouds de grain par personne²³. Entraient dans ce calcul non seulement le pain reçu en tant que salaire (69 kg), mais aussi celui acheté grâce aux revenus d'appoint et même à « d'autres entrées illégales, par exemple le glanage, le rééventage de la vannure, etc., jusqu'aux pillages directs du grain du kolkhoze pendant la moisson ». Notons que les statistiques des zemstvos de la fin du XIX^e siècle fixaient la norme de consommation de pain par travailleur, y compris les salariés agricoles, à près de 25 pouds.

Le pouvoir tenta de sortir de cette évidente crise de l'agriculture socialiste par de vieilles méthodes. Le 27 juillet 1946, une résolution portant « Sur les mesures de garantie d'approvisionnement en grain, le pillage et la dilapidation » fut adoptée au Politburo du CC du PCUS. En automne, le 25 octobre 1946, nouvelle résolution sur le même sujet : « Sur les mesures de garantie d'approvisionnement de l'État en grain ». On y faisait remarquer que « les chefs des organisations soviétiques et du Parti, les travailleurs du ministère public et du ministère des Affaires intérieures... enclins à tolérer les actes de pillage et de dilapidation du grain d'État ne prennent pas les mesures nécessaires à la garantie de sa



sécurité ». Ce n'était pas la production, mais bien le contrôle et la statistique qui devaient être utilisés comme moyens pour régler ce problème d'approvisionnement.

En conséquence directe de ces résolutions, on assista à une répression massive des présidents de kolkhozes, lesquels furent considérés responsables de tous les problèmes des exploitations. En 1945, 5 757 présidents de kolkhozes furent condamnés et en 1946, 9 511²⁴. On jugea de même les chefs d'équipe administrant les fermes. Dans certaines régions, le quart ou même la moitié des présidents furent condamnés²⁵.